

# De la luzerne à nos assiettes !

## Comment sommes-nous interpellés par des paysans alternatifs ?

*Jacques GODARD*

*Pour faire suite à un Mardi de l'Institut sur ce thème, nous avons demandé à un agriculteur, Jacques GODARD, de s'exprimer sur sa vision du lien entre santé, environnement et agriculture. Cette question intègre complètement le thème des 6èmes Rencontres de l'Institut Renaudot à Toulouse qui sera l'intersectorialité.*

Aujourd'hui, au moins trois problèmes dénaturent les liens Alimentation – Environnement – Santé de l'Homme :

- **Trop de pesticides sans frontière.** Les Inuits du Grand Nord avaient dans leur organisme ou dans le lait maternel des concentrations d'organochlorés 3 à 34 fois supérieures à celles mesurées chez des habitants de Québec ! Les polluants épandus au niveau de l'équateur s'évaporent puis retombent plus au Nord après condensation.
- **Manque de fruits et légumes dans notre alimentation.** La consommation en fruits et légumes en gramme / jour / personne dans la majorité des pays européens est sous le niveau recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Food and Agriculture Organization (FAO) de 400 g / j / p. La France en consomme 340g<sup>1</sup>.
- **Une dimension internationale imposée.** Cela peut entre autre s'illustrer par deux situations alimentaires extrêmes. Elles sont géographiquement très éloignées mais économiquement très interactives sur un axe Nord – Sud.
  - Au NORD : excès et déséquilibres alimentaires, facteurs déclenchants de maladies cardiovasculaires, cancers, diabète de type 2, obésité<sup>2,3</sup>.
  - Au SUD : carence conduisant à la mal-nutrition et à la faim. Il y a 40 ans 480 millions de personnes en souffraient, 842 millions aujourd'hui.

### POURQUOI ?

Depuis les années 60, l'Europe et les pays les plus riches de la planète ont construit une politique agricole autour de deux leviers cohérents :

- **des accords commerciaux dans le cadre du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) puis de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).** Au final, dans les années 2000, l'Europe avait dû sacrifier son indépendance en protéines végétales pour en importer l'équivalent de 15 millions d'hectares et mettre en jachère 4 millions d'hectares pour avoir droit d'exporter 4 millions d'hectares de céréales.
- **des Aides Publiques Agricoles (APA) avec :**

---

<sup>1</sup> «Données de base du secteur consommation », Commission Européenne, Source : DAFNE, Réforme fruits et légumes, 2007

<sup>2</sup> « Ces maladies créées par l'homme », Pr. D. BELPOMME, Ed. Albin Michel, 2004

<sup>3</sup> « Pathologies environnementales », Dr. J. SPIROUX, Ed. Josette Lyon, 2007

- *des aides directes via la Politique Agricole Commune (PAC)<sup>4</sup> : quelques exemples : blé, maïs (grain ou ensilage), colza... : 230 à 400€ / ha, prairie naturelle 0 à 100€ / ha, fruits et légumes : 0€*
- *des aides nationales indirectes eurocompatibles via la fiscalité*

Depuis les années 2000, les jachères ont pu être cultivées pour produire les agrocarburants. Pour les rendre compétitifs la France accorde une remise gracieuse des taxes sur les produits pétroliers aux industriels qui transforment les matières premières agricoles en carburant.

Pour soutenir le développement des plus grosses exploitations, les avantages fiscaux se sont multipliés au point de mettre en péril le financement du système de protection sociale « mutuelle » agricole.

## COMMENT ?

Le premier levier torpille les pratiques paysannes élaborées progressivement depuis les origines de l'homme. A commencer par les deux plus cohérentes et interactives :

- **les associations céréales – légumineuses.** Ces dernières, ayant la capacité de synthétiser l'azote (de l'air contenu dans le sol) permettent d'éviter l'engrais azoté. Partout sur la planète, les paysans avaient su marier ces plantes en optimisant leurs complémentarités dans le temps et dans l'espace.
- **les associations élevages et productions végétales** sur une même ferme. Les animaux, en cherchant leur nourriture dans les prés, y déposaient leurs fientes. Donc moins besoins d'engrais de synthèse et de mécanisation pour le transport des aliments.

Au final, depuis 1960, environ 50% des surfaces légumineuses ont disparu au profit d'un système proche de la monoculture de céréales<sup>5</sup>. Ceci produit 3 effets :

- **un énorme gâchis énergétique** sachant, par exemple, que pour produire 1 unité d'azote, il faut 1,5 litres de fioul ;
- **une pollution des eaux** (rivières, nappes phréatiques) par les nitrates puisque ces excédents sont lessivés par les pluies ;
- **une fragilisation des plantes dopées nécessitant l'usage de pesticides**

Le second permet de « rentabiliser », rendre « compétitive » une économie de l'absurde construite sur le négation des savoir-faire paysans et de la nature. Ainsi :

- les prairies naturelles 4 à 5 fois moins subventionnées que le maïs ensilage irrigué.
- la luzerne non subventionnée interdite sur les jachères (sauf pour les bio). Alors que cette plante est celle qui permet les plus forts rendements en protéines à l'ha, le tout pendant 3 ou 4 ans sans travail du sol et sans engrais de synthèse.

Ces deux premiers exemples ont contribué à imposer la délocalisation des élevages de porc et volailles transformés en hors-sol et laitiers vers l'ouest (Bretagne), c'est-à-dire vers Lorient, notre principal port importateur de soja OGM.

<sup>4</sup> « Action vérité, Droit à Paiement Unique (DPU), Plafonner et Répartir les Aides, c'est préparer une autre PAC », Confédération paysanne, 2005

<sup>5</sup> « Economiser l'énergie » in *Les Cahiers Techniques de l'Agriculture Durable*, R.A.D., SOLAGRO, ADEM, Mission interministérielle de l'effet de serre, CIVAM, 2003

- 0€ de subvention pour les fruits et légumes ce qui a produit deux choses : la quasi disparition de nos prés vergers traditionnels régionaux et les délocalisation de plus en plus marquées de ces productions vers les pays à faible coût de main d'œuvre.

## **BILAN EMPLOI ET SOCIO-CULTUREL**

« Les molécules ont remplacé les paysans. » C'est l'une des formules les plus pertinentes du film « Nos enfants nous accuseront ». Entre 1940 et 1990, la France a perdu 4 millions d'actifs agricoles et l'Europe, 20 millions.

Pour 2008, l'analyse des comptes provisoires de l'agriculture démontrait la poursuite de la fuite en avant par l'augmentation de 5% de la consommation de produits phytosanitaires et par de nouvelles pertes d'emplois de l'ordre de 2,5%.

## **AVANT TOUT UN PROBLEME DE DEMOCRATIE**

Une des meilleures descriptions des méthodes d'élaboration de nos pratiques agricoles mondialisées paraît être celle de V. SHIVA : « Le devoir d'incorporer les sauvages dans le christianisme a été remplacé par le devoir d'incorporer les économies locales et nationales dans le marché global... ».

### **Brûler les idéologies pour éclairer les pratiques**

Les politiciens ont occulté le manque de démocratie, avec leurs querelles dialectiques sur le libéralisme. Les marchés agricoles grossièrement forcés et les APA réservées prioritairement aux plus forts sont en parfaites contradiction avec les deux principales valeurs théoriques de ce libéralisme : le marché libre et la concurrence loyale.

Les ONG ont résisté par la mise en œuvre de pratiques alternatives imprégnées de démocratie participative :

- de nombreuses campagnes d'opinion débouchant sur des projets innovants ont vu le jour : « Ici mieux se nourrir, là bas, vaincre la faim ! » (1981), « Pour le droit des hommes à se nourrir eux-mêmes » (1984),..., « Exportations de poulets, l'Europe plume l'Afrique » (2005), « Le soja contre la vie », « L'agriculture est malade, soignons la PAC » (2008), « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde », fauchages d'OGM... ;
- de vraies pratiques alternatives ont été expérimentées avec succès : agro-écologie, permaculture, agroforesterie, pratiques communautaires autour de la santé, biovillages en Inde, commerce équitable, circuits-courts et AMAP... ;
- Des réseaux de recherche et développement ont été mis en place : initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural en France (FNCIVAM, FADEAR), banques de semences pour préserver la biodiversité et le droit à l'autonomie des communautés en Inde (Seed Satyagraha), recherche participative qui améliore des semences qui, contrairement aux hybrides ou OGM, peuvent être ressemées au Brésil (Embrada).

•  
Pour permettre enfin à ces réseaux citoyens de vraiment s'épanouir au service de l'intérêt général, les conditions suivantes s'imposent :

**Transparence et démocratisation de la gestion des deux leviers des Politiques Alimentaires et Agricoles (PAA) mondiales et nationales** et notamment:

- *au niveau des accords commerciaux (OMC et Accord de Partenariat Economique).* L'essentiel a été dit par le Conseil National de l'Alimentation (CNA) dans son avis n°59, en 2008 qui recommande entre autres :
  - d'élargir le champ des exceptions à l'article XX du GATT pour y intégrer de nouveaux facteurs légitimes non commerciaux : la protection des droits humains, la sécurité des approvisionnements, la protection du climat et des ressources naturelles, la préservation de la faune et de la flore, la prise en compte du bien-être des animaux.
  - d'interpréter le droit de l'OMC à la lumière des autres textes internationaux :
    - Déclaration des Droits de l'Homme de 1948,
    - Pacte International relatif aux droits civils et politiques,
    - Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 proclamant le « droit à la vie » et à une « nourriture saine et suffisante ».
- *au niveau des APA*

certaines proposent d'organiser la transparence et la démocratisation des APA autour de 3 outils :

- publication annuelle de rapports établis par les services fiscaux et administratifs pour préciser les montants et la répartition du total des aides directes et indirectes ;
- commissions territoriales d'orientation garantissant une gestion collégiale des affaires agricoles en la confiant aux deux groupes concernés : les professionnels et la société civile
- un registre de l'agriculture répertoriant tous les actifs agricoles cotisants à la MSA.

### **Promouvoir une conditionnalité emploi / justice sociale**

Il s'agirait de convertir une partie du budget actuel de la PAC en une vraie aide au revenu équitable entre tous les paysans, quelles que soient leurs productions.

Ceci est devenu urgent et prioritaire pour au moins trois raisons :

1. **Préserver l'emploi paysan**, c'est aussi préserver la santé selon la Charte d'Ottawa<sup>6</sup> : « les conditions préalables à la santé sont : la paix, un abri, de la nourriture et un revenu », et pour Ralph BUNCH, prix Nobel de la paix en 1950 : « Pour que la paix ait un sens, elle doit se traduire en pain ou en riz, en habitat stable, en santé et en éducation ainsi qu'en dignité humaine et en liberté ». Aucun autre métier que celui de paysan n'a mieux su réunir ces conditions si l'on préserve son intégrité culturelle au sens « art de vivre et travailler ensemble au pays ».
2. Cela permettrait de faciliter la mise en œuvre de **pratiques éco-cohérentes**.
3. Rentabilité car les pathologies associées ont un coût social et économique important : estimation à 192 milliards d'€ par an pour les maladies cardiovasculaires lors que le budget de la PAC est de 50 milliards par an »<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> « Charte d'Ottawa pour la Promotion de la Santé », OMS, 1986

<sup>7</sup> « Alimentation et consommation », Document de travail, cycle de séminaires sur la PAC 2013, co-organisé par le MEEDDM, les associations de la plateforme du groupe PAC 2013 et la FNE, oct. 2009

**Demander que 5 à 10% de ce budget<sup>8</sup> soit mis directement (via les ONG spécialisées et la coopération décentralisée) à disposition des organisations paysannes des pays du sud** travaillant pour produire eux-mêmes leur nourriture.

### **TOUT RESTE POSSIBLE MAIS AGIR VITE S'IMPOSE**

**Les volontés politiques s'affichent au plus haut niveau** (sommet de Copenhague, plan circuits court, ...). Les 30 dernières années ont montré que les résistances au Système Agro-alimentaire Industriel Mondialisé (SAIM) étaient porteuses d'alternatives crédibles, si les principes de démocratie participative étaient respectés.

**Ces méthodes pour travailler ensemble sont désormais connues<sup>9,10</sup>**. Dynamiser la première source d'énergie vitale et renouvelable qu'est l'Humanité, son intelligence des situations génératrice d'envie d'agir pour autonomiser sa vie de manière solidaire, c'est possible !

**La démarche communautaire incite, en particulier, au rapprochement entre producteurs et consommateurs** (cf. les AMAP)

**La démarche de santé globale** nous invite à mieux savoir ce qu'on mange et à mieux manger, à la fois pour améliorer notre équilibre alimentaire et pour moins gâcher.

**La démarche intersectorielle** nous interpelle sur la qualité de la production et le respect de l'environnement.

**Il nous reste donc à avancer vraiment tous ensemble** : pouvoirs publics nationaux et internationaux et collectifs citoyens... **avec au moins une Rencontre intersectorielle : celle de Toulouse les 11 et 12 juin 2010, portée par l'Institut Renaudot.**

---

<sup>8</sup> « Pour le Droit des Hommes à se nourrir eux-mêmes », Frères des Hommes, Peuples Solidaires, Terre des Hommes, 1984

<sup>9</sup> « Pratiquer la santé communautaire, de l'intention à l'action », Institut Théophraste Renaudot, Ed. Chroniques Sociales, 2001

<sup>10</sup> « Du Je au Nous, construire notre humanité », Dr. P. LEFEVRE, Ed. Chroniques Sociales, 2008

# De la luzerne à nos assiettes !

## Comment sommes-nous interpellés par des paysans alternatifs ?

*Jacques GODARD*

*Pour faire suite à un Mardi de l'Institut sur ce thème, nous avons demandé à un agriculteur, Jacques GODARD, de s'exprimer sur sa vision du lien entre santé, environnement et agriculture. Cette question intègre complètement le thème des 6èmes Rencontres de l'Institut Renaudot à Toulouse qui sera l'intersectorialité.*

Aujourd'hui, au moins trois problèmes dénaturent les liens Alimentation – Environnement – Santé de l'Homme :

- **Trop de pesticides sans frontière.** Les Inuits du Grand Nord avaient dans leur organisme ou dans le lait maternel des concentrations d'organochlorés 3 à 34 fois supérieures à celles mesurées chez des habitants de Québec ! Les polluants épandus au niveau de l'équateur s'évaporent puis retombent plus au Nord après condensation.
- **Manque de fruits et légumes dans notre alimentation.** La consommation en fruits et légumes en gramme / jour / personne dans la majorité des pays européens est sous le niveau recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Food and Agriculture Organization (FAO) de 400 g / j / p. La France en consomme 340g<sup>1</sup>.
- **Une dimension internationale imposée.** Cela peut entre autre s'illustrer par deux situations alimentaires extrêmes. Elles sont géographiquement très éloignées mais économiquement très interactives sur un axe Nord – Sud.  
    Au NORD : excès et déséquilibres alimentaires, facteurs déclenchants de maladies cardiovasculaires, cancers, diabète de type 2, obésité<sup>2,3</sup>.  
    Au SUD : carence conduisant à la mal-nutrition et à la faim. Il y a 40 ans 480 millions de personnes en souffraient, 842 millions aujourd'hui.

### POURQUOI ?

Depuis les années 60, l'Europe et les pays les plus riches de la planète ont construit une politique agricole autour de deux leviers cohérents :

- **des accords commerciaux dans le cadre du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) puis de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).** Au final, dans les années 2000, l'Europe avait dû sacrifier son indépendance en protéines végétales pour en importer l'équivalent de 15 millions d'hectares et mettre en jachère 4 millions d'hectares pour avoir droit d'exporter 4 millions d'hectares de céréales.
- **des Aides Publiques Agricoles (APA) avec :**

---

<sup>1</sup> «Données de base du secteur consommation », Commission Européenne, Source : DAFNE, Réforme fruits et légumes, 2007

<sup>2</sup> « Ces maladies créées par l'homme », Pr. D. BELPOMME, Ed. Albin Michel, 2004

<sup>3</sup> « Pathologies environnementales », Dr. J. SPIROUX, Ed. Josette Lyon, 2007

- *des aides directes via la Politique Agricole Commune (PAC)<sup>4</sup> : quelques exemples : blé, maïs (grain ou ensilage), colza... : 230 à 400€ / ha, prairie naturelle 0 à 100€ / ha, fruits et légumes : 0€*
- *des aides nationales indirectes eurocompatibles via la fiscalité*

Depuis les années 2000, les jachères ont pu être cultivées pour produire les agrocarburants. Pour les rendre compétitifs la France accorde une remise gracieuse des taxes sur les produits pétroliers aux industriels qui transforment les matières premières agricoles en carburant.

Pour soutenir le développement des plus grosses exploitations, les avantages fiscaux se sont multipliés au point de mettre en péril le financement du système de protection sociale « mutuelle » agricole.

## COMMENT ?

Le premier levier torpille les pratiques paysannes élaborées progressivement depuis les origines de l'homme. A commencer par les deux plus cohérentes et interactives :

- **les associations céréales – légumineuses.** Ces dernières, ayant la capacité de synthétiser l'azote (de l'air contenu dans le sol) permettent d'éviter l'engrais azoté. Partout sur la planète, les paysans avaient su marier ces plantes en optimisant leurs complémentarités dans le temps et dans l'espace.
- **les associations élevages et productions végétales** sur une même ferme. Les animaux, en cherchant leur nourriture dans les prés, y déposaient leurs fientes. Donc moins besoins d'engrais de synthèse et de mécanisation pour le transport des aliments.

Au final, depuis 1960, environ 50% des surfaces légumineuses ont disparu au profit d'un système proche de la monoculture de céréales<sup>5</sup>. Ceci produit 3 effets :

- **un énorme gâchis énergétique** sachant, par exemple, que pour produire 1 unité d'azote, il faut 1,5 litres de fioul ;
- **une pollution des eaux** (rivières, nappes phréatiques) par les nitrates puisque ces excédents sont lessivés par les pluies ;
- **une fragilisation des plantes dopées nécessitant l'usage de pesticides**

Le second permet de « rentabiliser », rendre « compétitive » une économie de l'absurde construite sur le négation des savoir-faire paysans et de la nature. Ainsi :

- les prairies naturelles 4 à 5 fois moins subventionnées que le maïs ensilage irrigué.
- la luzerne non subventionnée interdite sur les jachères (sauf pour les bio). Alors que cette plante est celle qui permet les plus forts rendements en protéines à l'ha, le tout pendant 3 ou 4 ans sans travail du sol et sans engrais de synthèse.

Ces deux premiers exemples ont contribué à imposer la délocalisation des élevages de porc et volailles transformés en hors-sol et laitiers vers l'ouest (Bretagne), c'est-à-dire vers Lorient, notre principal port importateur de soja OGM.

<sup>4</sup> « Action vérité, Droit à Paiement Unique (DPU), Plafonner et Répartir les Aides, c'est préparer une autre PAC », Confédération paysanne, 2005

<sup>5</sup> « Economiser l'énergie » in *Les Cahiers Techniques de l'Agriculture Durable*, R.A.D., SOLAGRO, ADEM, Mission interministérielle de l'effet de serre, CIVAM, 2003

- 0€ de subvention pour les fruits et légumes ce qui a produit deux choses : la quasi disparition de nos prés vergers traditionnels régionaux et les délocalisation de plus en plus marquées de ces productions vers les pays à faible coût de main d'œuvre.

## **BILAN EMPLOI ET SOCIO-CULTUREL**

« Les molécules ont remplacé les paysans. » C'est l'une des formules les plus pertinentes du film « Nos enfants nous accuseront ». Entre 1940 et 1990, la France a perdu 4 millions d'actifs agricoles et l'Europe, 20 millions.

Pour 2008, l'analyse des comptes provisoires de l'agriculture démontrait la poursuite de la fuite en avant par l'augmentation de 5% de la consommation de produits phytosanitaires et par de nouvelles pertes d'emplois de l'ordre de 2,5%.

## **AVANT TOUT UN PROBLEME DE DEMOCRATIE**

Une des meilleures descriptions des méthodes d'élaboration de nos pratiques agricoles mondialisées paraît être celle de V. SHIVA : « Le devoir d'incorporer les sauvages dans le christianisme a été remplacé par le devoir d'incorporer les économies locales et nationales dans le marché global... ».

### **Brûler les idéologies pour éclairer les pratiques**

Les politiciens ont occulté le manque de démocratie, avec leurs querelles dialectiques sur le libéralisme. Les marchés agricoles grossièrement forcés et les APA réservées prioritairement aux plus forts sont en parfaites contradiction avec les deux principales valeurs théoriques de ce libéralisme : le marché libre et la concurrence loyale.

Les ONG ont résisté par la mise en œuvre de pratiques alternatives imprégnées de démocratie participative :

- de nombreuses campagnes d'opinion débouchant sur des projets innovants ont vu le jour : « Ici mieux se nourrir, là bas, vaincre la faim ! » (1981), « Pour le droit des hommes à se nourrir eux-mêmes » (1984),..., « Exportations de poulets, l'Europe plume l'Afrique » (2005), « Le soja contre la vie », « L'agriculture est malade, soignons la PAC » (2008), « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde », fauchages d'OGM... ;
- de vraies pratiques alternatives ont été expérimentées avec succès : agro-écologie, permaculture, agroforesterie, pratiques communautaires autour de la santé, biovillages en Inde, commerce équitable, circuits-courts et AMAP... ;
- Des réseaux de recherche et développement ont été mis en place : initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural en France (FNCIVAM, FADEAR), banques de semences pour préserver la biodiversité et le droit à l'autonomie des communautés en Inde (Seed Satyagraha), recherche participative qui améliore des semences qui, contrairement aux hybrides ou OGM, peuvent être ressemées au Brésil (Embrada).

•  
Pour permettre enfin à ces réseaux citoyens de vraiment s'épanouir au service de l'intérêt général, les conditions suivantes s'imposent :

**Transparence et démocratisation de la gestion des deux leviers des Politiques Alimentaires et Agricoles (PAA) mondiales et nationales** et notamment:

- *au niveau des accords commerciaux (OMC et Accord de Partenariat Economique).*  
L'essentiel a été dit par le Conseil National de l'Alimentation (CNA) dans son avis n°59, en 2008 qui recommande entre autres :
  - d'élargir le champ des exceptions à l'article XX du GATT pour y intégrer de nouveaux facteurs légitimes non commerciaux : la protection des droits humains, la sécurité des approvisionnements, la protection du climat et des ressources naturelles, la préservation de la faune et de la flore, la prise en compte du bien-être des animaux.
  - d'interpréter le droit de l'OMC à la lumière des autres textes internationaux :
    - Déclaration des Droits de l'Homme de 1948,
    - Pacte International relatif aux droits civils et politiques,
    - Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 proclamant le « droit à la vie » et à une « nourriture saine et suffisante ».
- *au niveau des APA*

certaines proposent d'organiser la transparence et la démocratisation des APA autour de 3 outils :

- publication annuelle de rapports établis par les services fiscaux et administratifs pour préciser les montants et la répartition du total des aides directes et indirectes ;
- commissions territoriales d'orientation garantissant une gestion collégiale des affaires agricoles en la confiant aux deux groupes concernés : les professionnels et la société civile
- un registre de l'agriculture répertoriant tous les actifs agricoles cotisants à la MSA.

### **Promouvoir une conditionnalité emploi / justice sociale**

Il s'agirait de convertir une partie du budget actuel de la PAC en une vraie aide au revenu équitable entre tous les paysans, quelles que soient leurs productions.

Ceci est devenu urgent et prioritaire pour au moins trois raisons :

1. **Préserver l'emploi paysan**, c'est aussi préserver la santé selon la Charte d'Ottawa<sup>6</sup> : « les conditions préalables à la santé sont : la paix, un abri, de la nourriture et un revenu », et pour Ralph BUNCH, prix Nobel de la paix en 1950 : « Pour que la paix ait un sens, elle doit se traduire en pain ou en riz, en habitat stable, en santé et en éducation ainsi qu'en dignité humaine et en liberté ». Aucun autre métier que celui de paysan n'a mieux su réunir ces conditions si l'on préserve son intégrité culturelle au sens « art de vivre et travailler ensemble au pays ».
2. Cela permettrait de faciliter la mise en œuvre de **pratiques éco-cohérentes**.
3. Rentabilité car les pathologies associées ont un coût social et économique important : estimation à 192 milliards d'€ par an pour les maladies cardiovasculaires lors que le budget de la PAC est de 50 milliards par an »<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> « Charte d'Ottawa pour la Promotion de la Santé », OMS, 1986

<sup>7</sup> « Alimentation et consommation », Document de travail, cycle de séminaires sur la PAC 2013, co-organisé par le MEEDDM, les associations de la plateforme du groupe PAC 2013 et la FNE, oct. 2009

**Demander que 5 à 10% de ce budget<sup>8</sup> soit mis directement (via les ONG spécialisées et la coopération décentralisée) à disposition des organisations paysannes des pays du sud** travaillant pour produire eux-mêmes leur nourriture.

### **TOUT RESTE POSSIBLE MAIS AGIR VITE S'IMPOSE**

**Les volontés politiques s'affichent au plus haut niveau** (sommet de Copenhague, plan circuits court, ...). Les 30 dernières années ont montré que les résistances au Système Agro-alimentaire Industriel Mondialisé (SAIM) étaient porteuses d'alternatives crédibles, si les principes de démocratie participative étaient respectés.

**Ces méthodes pour travailler ensemble sont désormais connues<sup>9,10</sup>**. Dynamiser la première source d'énergie vitale et renouvelable qu'est l'Humanité, son intelligence des situations génératrice d'envie d'agir pour autonomiser sa vie de manière solidaire, c'est possible !

**La démarche communautaire incite, en particulier, au rapprochement entre producteurs et consommateurs** (cf. les AMAP)

**La démarche de santé globale** nous invite à mieux savoir ce qu'on mange et à mieux manger, à la fois pour améliorer notre équilibre alimentaire et pour moins gâcher.

**La démarche intersectorielle** nous interpelle sur la qualité de la production et le respect de l'environnement.

**Il nous reste donc à avancer vraiment tous ensemble** : pouvoirs publics nationaux et internationaux et collectifs citoyens... **avec au moins une Rencontre intersectorielle : celle de Toulouse les 11 et 12 juin 2010, portée par l'Institut Renaudot.**

---

<sup>8</sup> « Pour le Droit des Hommes à se nourrir eux-mêmes », Frères des Hommes, Peuples Solidaires, Terre des Hommes, 1984

<sup>9</sup> « Pratiquer la santé communautaire, de l'intention à l'action », Institut Théophraste Renaudot, Ed. Chroniques Sociales, 2001

<sup>10</sup> « Du Je au Nous, construire notre humanité », Dr. P. LEFEVRE, Ed. Chroniques Sociales, 2008

# De la luzerne à nos assiettes !

## Comment sommes-nous interpellés par des paysans alternatifs ?

*Jacques GODARD*

*Pour faire suite à un Mardi de l'Institut sur ce thème, nous avons demandé à un agriculteur, Jacques GODARD, de s'exprimer sur sa vision du lien entre santé, environnement et agriculture. Cette question intègre complètement le thème des 6èmes Rencontres de l'Institut Renaudot à Toulouse qui sera l'intersectorialité.*

Aujourd'hui, au moins trois problèmes dénaturent les liens Alimentation – Environnement – Santé de l'Homme :

- **Trop de pesticides sans frontière.** Les Inuits du Grand Nord avaient dans leur organisme ou dans le lait maternel des concentrations d'organochlorés 3 à 34 fois supérieures à celles mesurées chez des habitants de Québec ! Les polluants épandus au niveau de l'équateur s'évaporent puis retombent plus au Nord après condensation.
- **Manque de fruits et légumes dans notre alimentation.** La consommation en fruits et légumes en gramme / jour / personne dans la majorité des pays européens est sous le niveau recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Food and Agriculture Organization (FAO) de 400 g / j / p. La France en consomme 340g<sup>1</sup>.
- **Une dimension internationale imposée.** Cela peut entre autre s'illustrer par deux situations alimentaires extrêmes. Elles sont géographiquement très éloignées mais économiquement très interactives sur un axe Nord – Sud.
  - Au NORD : excès et déséquilibres alimentaires, facteurs déclenchants de maladies cardiovasculaires, cancers, diabète de type 2, obésité<sup>2,3</sup>.
  - Au SUD : carence conduisant à la mal-nutrition et à la faim. Il y a 40 ans 480 millions de personnes en souffraient, 842 millions aujourd'hui.

### POURQUOI ?

Depuis les années 60, l'Europe et les pays les plus riches de la planète ont construit une politique agricole autour de deux leviers cohérents :

- **des accords commerciaux dans le cadre du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) puis de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).** Au final, dans les années 2000, l'Europe avait dû sacrifier son indépendance en protéines végétales pour en importer l'équivalent de 15 millions d'hectares et mettre en jachère 4 millions d'hectares pour avoir droit d'exporter 4 millions d'hectares de céréales.
- **des Aides Publiques Agricoles (APA) avec :**

---

<sup>1</sup> «Données de base du secteur consommation », Commission Européenne, Source : DAFNE, Réforme fruits et légumes, 2007

<sup>2</sup> « Ces maladies créées par l'homme », Pr. D. BELPOMME, Ed. Albin Michel, 2004

<sup>3</sup> « Pathologies environnementales », Dr. J. SPIROUX, Ed. Josette Lyon, 2007

- *des aides directes via la Politique Agricole Commune (PAC)<sup>4</sup> : quelques exemples : blé, maïs (grain ou ensilage), colza... : 230 à 400€ / ha, prairie naturelle 0 à 100€ / ha, fruits et légumes : 0€*
- *des aides nationales indirectes eurocompatibles via la fiscalité*

Depuis les années 2000, les jachères ont pu être cultivées pour produire les agrocarburants. Pour les rendre compétitifs la France accorde une remise gracieuse des taxes sur les produits pétroliers aux industriels qui transforment les matières premières agricoles en carburant.

Pour soutenir le développement des plus grosses exploitations, les avantages fiscaux se sont multipliés au point de mettre en péril le financement du système de protection sociale « mutuelle » agricole.

## COMMENT ?

Le premier levier torpille les pratiques paysannes élaborées progressivement depuis les origines de l'homme. A commencer par les deux plus cohérentes et interactives :

- **les associations céréales – légumineuses.** Ces dernières, ayant la capacité de synthétiser l'azote (de l'air contenu dans le sol) permettent d'éviter l'engrais azoté. Partout sur la planète, les paysans avaient su marier ces plantes en optimisant leurs complémentarités dans le temps et dans l'espace.
- **les associations élevages et productions végétales** sur une même ferme. Les animaux, en cherchant leur nourriture dans les prés, y déposaient leurs fientes. Donc moins besoins d'engrais de synthèse et de mécanisation pour le transport des aliments.

Au final, depuis 1960, environ 50% des surfaces légumineuses ont disparu au profit d'un système proche de la monoculture de céréales<sup>5</sup>. Ceci produit 3 effets :

- **un énorme gâchis énergétique** sachant, par exemple, que pour produire 1 unité d'azote, il faut 1,5 litres de fioul ;
- **une pollution des eaux** (rivières, nappes phréatiques) par les nitrates puisque ces excédents sont lessivés par les pluies ;
- **une fragilisation des plantes dopées nécessitant l'usage de pesticides**

Le second permet de « rentabiliser », rendre « compétitive » une économie de l'absurde construite sur le négation des savoir-faire paysans et de la nature. Ainsi :

- les prairies naturelles 4 à 5 fois moins subventionnées que le maïs ensilage irrigué.
- la luzerne non subventionnée interdite sur les jachères (sauf pour les bio). Alors que cette plante est celle qui permet les plus forts rendements en protéines à l'ha, le tout pendant 3 ou 4 ans sans travail du sol et sans engrais de synthèse.

Ces deux premiers exemples ont contribué à imposer la délocalisation des élevages de porc et volailles transformés en hors-sol et laitiers vers l'ouest (Bretagne), c'est-à-dire vers Lorient, notre principal port importateur de soja OGM.

<sup>4</sup> « Action vérité, Droit à Paiement Unique (DPU), Plafonner et Répartir les Aides, c'est préparer une autre PAC », Confédération paysanne, 2005

<sup>5</sup> « Economiser l'énergie » in *Les Cahiers Techniques de l'Agriculture Durable*, R.A.D., SOLAGRO, ADEM, Mission interministérielle de l'effet de serre, CIVAM, 2003

- 0€ de subvention pour les fruits et légumes ce qui a produit deux choses : la quasi disparition de nos prés vergers traditionnels régionaux et les délocalisation de plus en plus marquées de ces productions vers les pays à faible coût de main d'œuvre.

## **BILAN EMPLOI ET SOCIO-CULTUREL**

« Les molécules ont remplacé les paysans. » C'est l'une des formules les plus pertinentes du film « Nos enfants nous accuseront ». Entre 1940 et 1990, la France a perdu 4 millions d'actifs agricoles et l'Europe, 20 millions.

Pour 2008, l'analyse des comptes provisoires de l'agriculture démontrait la poursuite de la fuite en avant par l'augmentation de 5% de la consommation de produits phytosanitaires et par de nouvelles pertes d'emplois de l'ordre de 2,5%.

## **AVANT TOUT UN PROBLEME DE DEMOCRATIE**

Une des meilleures descriptions des méthodes d'élaboration de nos pratiques agricoles mondialisées paraît être celle de V. SHIVA : « Le devoir d'incorporer les sauvages dans le christianisme a été remplacé par le devoir d'incorporer les économies locales et nationales dans le marché global... ».

### **Brûler les idéologies pour éclairer les pratiques**

Les politiciens ont occulté le manque de démocratie, avec leurs querelles dialectiques sur le libéralisme. Les marchés agricoles grossièrement forcés et les APA réservées prioritairement aux plus forts sont en parfaites contradiction avec les deux principales valeurs théoriques de ce libéralisme : le marché libre et la concurrence loyale.

Les ONG ont résisté par la mise en œuvre de pratiques alternatives imprégnées de démocratie participative :

- de nombreuses campagnes d'opinion débouchant sur des projets innovants ont vu le jour : « Ici mieux se nourrir, là bas, vaincre la faim ! » (1981), « Pour le droit des hommes à se nourrir eux-mêmes » (1984),..., « Exportations de poulets, l'Europe plume l'Afrique » (2005), « Le soja contre la vie », « L'agriculture est malade, soignons la PAC » (2008), « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde », fauchages d'OGM... ;
- de vraies pratiques alternatives ont été expérimentées avec succès : agro-écologie, permaculture, agroforesterie, pratiques communautaires autour de la santé, biovillages en Inde, commerce équitable, circuits-courts et AMAP... ;
- Des réseaux de recherche et développement ont été mis en place : initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural en France (FNCIVAM, FADEAR), banques de semences pour préserver la biodiversité et le droit à l'autonomie des communautés en Inde (Seed Satyagraha), recherche participative qui améliore des semences qui, contrairement aux hybrides ou OGM, peuvent être ressemées au Brésil (Embrada).

•  
Pour permettre enfin à ces réseaux citoyens de vraiment s'épanouir au service de l'intérêt général, les conditions suivantes s'imposent :

**Transparence et démocratisation de la gestion des deux leviers des Politiques Alimentaires et Agricoles (PAA) mondiales et nationales** et notamment:

- *au niveau des accords commerciaux (OMC et Accord de Partenariat Economique).*  
L'essentiel a été dit par le Conseil National de l'Alimentation (CNA) dans son avis n°59, en 2008 qui recommande entre autres :
  - d'élargir le champ des exceptions à l'article XX du GATT pour y intégrer de nouveaux facteurs légitimes non commerciaux : la protection des droits humains, la sécurité des approvisionnements, la protection du climat et des ressources naturelles, la préservation de la faune et de la flore, la prise en compte du bien-être des animaux.
  - d'interpréter le droit de l'OMC à la lumière des autres textes internationaux :
    - Déclaration des Droits de l'Homme de 1948,
    - Pacte International relatif aux droits civils et politiques,
    - Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 proclamant le « droit à la vie » et à une « nourriture saine et suffisante ».
- *au niveau des APA*

certaines proposent d'organiser la transparence et la démocratisation des APA autour de 3 outils :

- publication annuelle de rapports établis par les services fiscaux et administratifs pour préciser les montants et la répartition du total des aides directes et indirectes ;
- commissions territoriales d'orientation garantissant une gestion collégiale des affaires agricoles en la confiant aux deux groupes concernés : les professionnels et la société civile
- un registre de l'agriculture répertoriant tous les actifs agricoles cotisants à la MSA.

### **Promouvoir une conditionnalité emploi / justice sociale**

Il s'agirait de convertir une partie du budget actuel de la PAC en une vraie aide au revenu équitable entre tous les paysans, quelles que soient leurs productions.

Ceci est devenu urgent et prioritaire pour au moins trois raisons :

1. **Préserver l'emploi paysan**, c'est aussi préserver la santé selon la Charte d'Ottawa<sup>6</sup> : « les conditions préalables à la santé sont : la paix, un abri, de la nourriture et un revenu », et pour Ralph BUNCH, prix Nobel de la paix en 1950 : « Pour que la paix ait un sens, elle doit se traduire en pain ou en riz, en habitat stable, en santé et en éducation ainsi qu'en dignité humaine et en liberté ». Aucun autre métier que celui de paysan n'a mieux su réunir ces conditions si l'on préserve son intégrité culturelle au sens « art de vivre et travailler ensemble au pays ».
2. Cela permettrait de faciliter la mise en œuvre de **pratiques éco-cohérentes**.
3. Rentabilité car les pathologies associées ont un coût social et économique important : estimation à 192 milliards d'€ par an pour les maladies cardiovasculaires lors que le budget de la PAC est de 50 milliards par an »<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> « Charte d'Ottawa pour la Promotion de la Santé », OMS, 1986

<sup>7</sup> « Alimentation et consommation », Document de travail, cycle de séminaires sur la PAC 2013, co-organisé par le MEEDDM, les associations de la plateforme du groupe PAC 2013 et la FNE, oct. 2009

**Demander que 5 à 10% de ce budget<sup>8</sup> soit mis directement (via les ONG spécialisées et la coopération décentralisée) à disposition des organisations paysannes des pays du sud** travaillant pour produire eux-mêmes leur nourriture.

### **TOUT RESTE POSSIBLE MAIS AGIR VITE S'IMPOSE**

**Les volontés politiques s'affichent au plus haut niveau** (sommet de Copenhague, plan circuits court, ...). Les 30 dernières années ont montré que les résistances au Système Agro-alimentaire Industriel Mondialisé (SAIM) étaient porteuses d'alternatives crédibles, si les principes de démocratie participative étaient respectés.

**Ces méthodes pour travailler ensemble sont désormais connues<sup>9,10</sup>**. Dynamiser la première source d'énergie vitale et renouvelable qu'est l'Humanité, son intelligence des situations génératrice d'envie d'agir pour autonomiser sa vie de manière solidaire, c'est possible !

**La démarche communautaire incite, en particulier, au rapprochement entre producteurs et consommateurs** (cf. les AMAP)

**La démarche de santé globale** nous invite à mieux savoir ce qu'on mange et à mieux manger, à la fois pour améliorer notre équilibre alimentaire et pour moins gâcher.

**La démarche intersectorielle** nous interpelle sur la qualité de la production et le respect de l'environnement.

**Il nous reste donc à avancer vraiment tous ensemble** : pouvoirs publics nationaux et internationaux et collectifs citoyens... **avec au moins une Rencontre intersectorielle : celle de Toulouse les 11 et 12 juin 2010, portée par l'Institut Renaudot.**

---

<sup>8</sup> « Pour le Droit des Hommes à se nourrir eux-mêmes », Frères des Hommes, Peuples Solidaires, Terre des Hommes, 1984

<sup>9</sup> « Pratiquer la santé communautaire, de l'intention à l'action », Institut Théophraste Renaudot, Ed. Chroniques Sociales, 2001

<sup>10</sup> « Du Je au Nous, construire notre humanité », Dr. P. LEFEVRE, Ed. Chroniques Sociales, 2008